

ARRETÉ n° 2022_B_19578

**Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER du type d'opération
1.1.1 du PDR Bourgogne relatif à la formation professionnelle et à l'acquisition de
compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois**

La présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), modifié ;
- Vu le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, modifié ;
- Vu l'article 9 du règlement 1307/2013 concernant la définition de l'agriculteur actif ;
- Vu le règlement (UE) n°2020/2220 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 établissant des dispositions relatives au soutien du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) n°1305/2013, (UE) n°1306/2013, (UE) n°1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) n°1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022,
- Vu le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, modifié ;
- Vu le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales

applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche,

- Vu le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité, modifié ;

- Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires, modifié ;

- Vu le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural, modifié ;

- Vu le règlement d'exécution (UE) 2021/73 de la Commission du 26 janvier 2021 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 portant modalités d'application du règlement (UE) no 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

- Vu le règlement d'exécution (UE) 2016/669 de la Commission du 28 avril 2016 modifiant le règlement d'exécution (UE) no 808/2014 en ce qui concerne la modification et le contenu des programmes de développement rural, la publicité de ces programmes, et les taux de conversion en unités de gros bétail,

- Vu le règlement d'exécution (UE) No 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) no 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité,

- Vu le régime cadre exemptés n° SA.61991 (ex SA.42062) relatif aux aides au transfert de connaissance et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 15 juin 2015 jusqu'au 31 décembre 2022,

- Vu le régime cadre exemptés n° SA.60578 (ex SA.40979) relatif aux aides au transfert de connaissance et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 10 mars 2015 jusqu'au 31 décembre 2022,

- Vu le régime cadre exemptés n° SA.58981 (ex SA.40207) relatif aux aides à la formation pour la période 2015-2022, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2023,

- Vu le Programme de développement rural de la Région Bourgogne approuvé le 7 août 2015 et sa version 10 adoptée par la Commission européenne le 30 mai 2022,

- Vu la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles n°2014-58 du 27 janvier 2014, notamment son article 78,

- Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt,

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5,
- Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L1, L330-1 et suivants (partie législative) et articles D343-3 et suivants (Partie réglementaire),
- Vu le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,
- Vu le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020,
- Vu l'arrêté du 30 mars 2010 portant agrément de l'Agence de services et de paiement (ASP) comme organisme payeur des dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune,
- Vu la délibération du Conseil régional du 17 mars 2014 et du 8 septembre 2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,
- Vu la délibération du Conseil régional du 2 juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à la présidente du Conseil régional de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020,
- Vu la convention du 21 mars 2014 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1310/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne,
- Vu la convention tripartite en date du 20 janvier 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Bourgogne et son avenant signé le 17 mai 2016,
- Vu la consultation écrite du collège FEADER du comité de suivi interfonds du 18 novembre au 1^{er} décembre 2015 sur les critères de sélection

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté ;

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux

Le type d'opération 1.1.1 du PDR bourguignon a pour objectif de permettre aux acteurs de l'agriculture et de la filière forêt-bois d'actualiser et d'acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s'adapter aux changements et de relever de nouveaux défis, notamment en matière de développement durable.

Les actions de formation visent à répondre aux besoins identifiés dans le diagnostic territorial :

- favoriser le progrès scientifique et technique pour une agriculture et une foresterie durables,
- encourager la diffusion de bonnes pratiques,
- faire évoluer les outils de travail vers des pratiques durables.

Le but est de répondre aux besoins de formation des actifs sur les sujets qui permettent à tous les professionnels du secteur agricole et de la filière forêt-bois d'améliorer leur compétitivité, leur capacité d'adaptation aux évolutions socio-économiques et environnementales, de favoriser des modes de gestion, de production et de mise en marché durable.

Article 2 : Objectifs particuliers

Le présent arrêté définit le cadre général de mise en œuvre du dispositif d'aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois. Ce dispositif fera l'objet d'un appel à projets, dont le texte figure en annexe de l'arrêté. Il précise les conditions d'éligibilité des actions, des dépenses et des porteurs, ainsi que les conditions d'octroi de l'aide.

Article 3 : Description du dispositif

• Actions éligibles :

Les actions éligibles sont des actions de formation dans les domaines de l'agriculture et de la filière forêt-bois sur les thématiques suivantes :

1. Développer l'agro-écologie et une gestion forestière durable
2. Développer les activités diversifiées (hors grandes cultures, bovins viande et vins) et/ou les démarches liées aux SIQO (signes d'identification de la qualité et de l'origine)
3. Développer la valeur ajoutée des productions agricoles et forestières
4. Favoriser la création et la transmission des entreprises agricoles et forestières

Les caractéristiques de ces actions sont précisées dans l'appel à projets.

- **Dépenses éligibles :**

Lorsque le bénéficiaire est un organisme collecteurs agréés par l'Etat pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF), les dépenses éligibles sont l'achat de formations à des organismes de formation.

Lorsque le bénéficiaire est un organisme de formation, les dépenses éligibles sont :

- les frais de personnel affectés réellement à l'action de formation : salaires et charges liées (patronales et salariales) et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de ces personnels
- les frais de prestations extérieures
- les coûts indirects calculés sur la base de l'application d'un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnel (article 68 du règlement UE n° 1303/2013)
- les frais liés aux supports de communication et de documentation relatifs à la formation
- les frais de location de locaux et de matériels spécifiques utiles à la formation

Sont inéligibles :

- les dépenses non liées à la réalisation de l'action de formation
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des publics formés, ainsi que les frais de leur remplacement
- les dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCA/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).

Le coût des actions de formation éligibles est plafonné à 40 € TTC par heure-stagiaire.

Les bénéficiaires publics et les bénéficiaires privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics. La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services compétents.

- **Articulation avec le FSE :**

L'orientation générale est la suivante :

L'articulation se fait sur une logique de public : les demandeurs d'emploi et les apprentis des secteurs agricoles, sylvicoles et alimentaires peuvent bénéficier d'actions de formation cofinancées par le FSE.

- **Bénéficiaires de l'aide**

Les porteurs éligibles sont les suivants :

- les organismes de formation professionnelle continue publics ou privés, déclarés auprès du ministère en charge de la formation professionnelle (DIRECCTE), conformément à la réglementation française
- les organismes collecteurs agréés par l'Etat pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF)

Le porteur de projet doit justifier des capacités appropriées du personnel affecté aux actions de formation, en termes de qualification et de formation régulière.

Les conditions d'éligibilité détaillées des porteurs de projets sont précisées dans l'appel à projets.

- **Public cible**

Le public cible des actions de formation est constitué de personnes actives dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, de gestionnaires de terres et des PME exerçant leurs activités dans des zones rurales.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide et calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et des taux d'aides publiques (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aides publiques] X [dépense subventionnable hors taxe]

(*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 53 % du montant de l'aide publique cofinancée.

Le taux d'aide, tous financeurs publics (FEADER inclus), est de 100%.

Pour les dossiers ne relevant pas de l'annexe 1 du TFUE, le taux d'aide publique appliqué au dossier correspondra au maximum autorisé par le régime d'aide d'Etat appliqué au dit dossier.

Article 5 : Procédure

Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction, de paiement et de contrôle relèvent du cadre défini dans le PDR Bourgogne 2014-2020.

A ce titre, les contreparties FEADER sont gérées dans le cadre de sessions de sélection avec enveloppes fermées.

Le présent arrêté est relatif à l'appel à projets ouvert du **1er septembre 2022 au 7 octobre 2022**.

La demande d'aide contient au moins les informations ci-dessous pour être recevable :

- a) le nom et la taille de l'entreprise
- b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin
- c) la localisation du projet ou de l'activité
- d) la liste des coûts admissibles
- e) le type (subvention, prêt, garantie, avance récupérable ou autre) et le montant du financement public nécessaire au projet/à l'activité.

L'application de la réglementation relative aux aides d'Etat de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de réception de la demande d'aide.

Le commencement d'exécution est défini comme étant soit le début de l'activité, soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou à utiliser des services ou tout autre engagement rendant le projet ou l'activité irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. L'achat de terrains et les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme le début des travaux. Dans le cas des rachats, le «début des travaux» est le moment de l'acquisition des actifs directement liés à l'établissement acquis.

Le dossier de demande d'aide FEADER et sa notice sont à télécharger sur le site internet <https://www.europe-bfc.eu> (rubrique « appels à projets en cours ») et adresser :

Madame la Présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Direction Europe et Rayonnement International – site de Dijon
17, boulevard de la Trémouille
CS 23502
21 035 DIJON CEDEX

Ils peuvent également être mis à disposition par la Région sous forme papier.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- les rubriques, du formulaire de demande d'aide (original à fournir dûment complété, daté, cacheté et signé) et ses annexes auront été correctement renseignées et les engagements souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont présentes dans le dossier ;
- toutes les questions complémentaires posées par le service instructeur sont pourvues.

Un accusé de réception de dossier complet est alors établi et **le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté.**

Seuls les dossiers complets peuvent être programmés. L'accusé de réception du dossier complet attestera de la prise en compte du projet dans l'appel à candidatures considéré, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction. **Les dossiers déclarés incomplets au 21 octobre 2022 seront rejetés.**

Modalités de sélection des dossiers

Les dossiers de demande d'aide complets seront examinés dans le cadre des appels à projets. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération présentés dans l'appel à projets, répondant aux priorités régionales.

Les dossiers avec une note inférieure à 11 ne pourront pas être financés.

Les dossiers avec une note supérieure seront financés par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe FEADER attribuée à cet appel à projets et des disponibilités financières des financeurs nationaux du dispositif.

Le classement des dossiers sera validé par le comité de sélection.

Pour le présent appel à projets, l'enveloppe FEADER est de 203 222 €.

Article 6 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le **25 AOUT 2022**

Pour la Présidente et par délégation
le directeur général adjoint



Olivier RITZ

ANNEXES :

Appel à projets – Aide à la formation professionnelle et à l’acquisition de compétences dans les domaines de l’agriculture et de la filière forêt-bois – PDR Bourgogne

Ouvert 1er septembre 2022 au 7 octobre 2022.

1. Préambule

En tant qu’autorité de gestion de la génération des fonds européens 2014-2022, la région Bourgogne-Franche-Comté conduit l’élaboration, la mise en œuvre et la gestion du programme de développement rural (PDR) couvrant le territoire bourguignon. A ce titre, pour cette période, la région dispose d’une enveloppe de 1,148 millions d’euros de FEADER.

2. Contexte

Le type d’opération 1.1.1 «Aide à la formation professionnelle et à l’acquisition de compétences» du PDR Bourgogne vise à permettre aux acteurs de l’agriculture et de la filière forêt-bois d’actualiser et d’acquérir des connaissances et des compétences favorisant leur évolution professionnelle, de s’adapter aux changements et de relever de nouveaux défis notamment en matière de développement durable.

Pour répondre aux objectifs de ce type d’opération, la région lance pour le PDR Bourgogne un appel à projets précisant les modalités de financement et les conditions de sélection des projets au titre de l’année 2023.

2. Objectifs de l’appel à projets

L’appel à projets concerne la mise en œuvre d’actions de formation visant à répondre aux besoins identifiés dans le diagnostic territorial :

- favoriser le progrès scientifique et technique pour une agriculture et une foresterie durables,
- encourager la diffusion de bonnes pratiques,
- faire évoluer les outils de travail vers des pratiques durables.

Ces actions doivent permettre :

- un développement des compétences techniques et économiques des actifs des secteurs agricole et sylvicole pour faire face aux évolutions et améliorer l’appropriation des innovations les concernant, notamment en matière de qualité et de valeur ajoutée des produits,
- un transfert et une mise à jour des savoirs des actifs des secteurs concernés par les enjeux liés à la durabilité des ressources naturelles et à la transition énergétique,
- une progression de l’activité vers des systèmes de production à triple performance (économique, environnementale et sociale).

Une enveloppe FEADER de 203 222 € sera consacrée à cet appel à projets pour l’année 2023.

3. Règles d'éligibilité

3.1 Actions de formation éligibles

Les thématiques visées dans cet appel à projets sont les suivantes :

1. Développer l'agro-écologie et une gestion forestière durable

- *Amélioration de la gestion des risques (économiques, climatiques, sanitaires)*
- *Amélioration de la gestion collective des équipements en faveur des pratiques agricoles durables et mise en réseau des agriculteurs*
- *Accompagnement des entreprises dans la gestion des ressources humaines*
- *Renforcement de l'autonomie des systèmes de productions animales (alimentation, effluents, santé, sélection, ...)*
- *Développement des systèmes en agriculture biologique*
- *Evolution des systèmes de production agricole et de la gestion forestière vers des systèmes répondant à la triple performance (économique, environnementale et sociale)*

2. Développer les activités diversifiées (hors grandes cultures, bovins viande et vins) et/ou les démarches liées aux SIQO (signes d'identification de la qualité et de l'origine)

- *Mise en place de nouvelles activités de productions diversifiées et/ou obtention de SIQO*
- *Accompagnement des entreprises dans la gestion des ressources humaines*
- *Amélioration des pratiques de productions diversifiées et de la gestion forestière en faveur de la triple performance (économique, environnementale et sociale)*

3. Développer la valeur ajoutée des productions agricoles et forestières

- *Mise en place d'ateliers de transformation et de circuits de commercialisation*
- *Amélioration des pratiques de transformation et de commercialisation*
- *Accompagnement des entreprises dans la gestion des ressources humaines*
- *Amélioration des pratiques agricoles, d'exploitation forestière et de première transformation du bois*

4. Favoriser la création et la transmission des entreprises agricoles et forestières

- *Transmission et association*
- *Soutien en post-installation*

Les cours ou les formations relevant des programmes qui font partie des programmes d'éducation ou des systèmes de niveaux secondaires ou supérieurs d'enseignement agricole et forestier sont exclus de la présente opération.

Les actions de formation proposées ont une durée minimale de 7 heures et maximale de 240 heures et doivent être gratuites pour les stagiaires.

Elles doivent se dérouler sur le territoire du PDR Bourgogne.

3.2 Porteurs de projets éligibles

Les bénéficiaires de l'aide sont :

- les organismes de formation professionnelle continue publics ou privés,
- les organismes collecteurs agréés pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF).

Critères d'éligibilité

Pour ce qui concerne les organismes de formation :

Les organismes de formation doivent mettre en évidence la qualification appropriée des formateurs mobilisés au regard de l'action de formation proposée. Leur qualification doit être en relation avec l'action de formation. Les formateurs doivent justifier d'un niveau III de formation ou d'une expérience professionnelle dans le champ de la formation proposée, d'au moins trois ans. Une expérience professionnelle en tant que formateur est aussi requise. Cette disposition n'empêche par la mobilisation, à l'initiative du formateur, d'un intervenant extérieur ponctuel disposant d'un niveau de formation moindre, mais possédant une expérience avérée sur la thématique de la formation en question.

En outre, les organismes de formation doivent apporter la preuve que les formateurs maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue).

Les attestations correspondantes pourront être demandées.

Les labels, certifications ou normes figurant sur une liste établie par le Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle pourront être pris en compte en lieu et place des CV pour apprécier la qualification des organismes de formation et de leurs formateurs.

Pour ce qui concerne les OPCA/FAF :

L'agrément par l'Etat d'un OPCA/FAF est obligatoire.

Les OPCA/FAF doivent mettre en évidence la qualification appropriée des personnes en charge de la conception, du suivi et de l'évaluation du/des programme/s de formation proposés. Les personnes doivent justifier au minimum, d'un niveau III de formation ou de trois ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'ingénierie de formation.

En outre, l'OPCA/FAF apporte la preuve que ces personnes maintiennent et développent leurs compétences et connaissances à travers le plan de formation interne des personnels et/ou via la liste des formations continues suivies dans les trois dernières années (formation technique, stage d'observation/d'immersion, participation à des séminaires/colloques ou ateliers de travail, travaux de recherche, formation à distance, etc. peuvent être considérés comme relevant de la formation continue). Les attestations correspondantes pourront être demandées.

Par ailleurs, l'OPCA/FAF sera chargé de la sélection des organismes de formation mobilisés pour mettre en œuvre les actions de formations prévues au programme de formation. L'ordonnance n°2005-649, la loi n° 2009/1437 et la loi n° 2014-288 imposent aux OPCA/FAF le recours aux procédures d'appels d'offres pour la sélection des organismes de

formation. En particulier, comme tous les acheteurs publics, les OPCA/FAF doivent s'assurer de la capacité des organismes de formation à dispenser une formation de qualité.

En outre, lorsqu'ils sélectionnent des organismes de formation intervenant sur des programmes de formation retenus par l'autorité de gestion, les OPCA/FAF doivent inscrire dans les appels d'offres qu'ils organisent, l'ensemble des critères de sélection et les conditions d'éligibilité définies dans cette présente mesure à l'encontre des organismes de formation. Les attestations correspondantes pourront être demandées.

En fin de formation, le bénéficiaire devra organiser l'évaluation de l'action par les stagiaires. Cette évaluation sera tenue à disposition de l'autorité de gestion.

Le bénéficiaire devra enregistrer l'identité et les coordonnées des stagiaires, ainsi que la présence avec l'émargement par demi-journée de stage.

Le bénéficiaire devra fournir un programme justifiant de la pertinence des outils de transmission de compétences proposés au regard des résultats attendus et du public ciblé.

3.3 Public cible éligible

Le public cible est constitué de professionnels des secteurs agricole et de la filière forêt-bois :

- les exploitants agricoles, conjoints d'exploitants travaillant sur l'exploitation et aides familiaux
- les salariés agricoles et forestiers
- les sylviculteurs
- les entrepreneurs de travaux agricoles et forestiers
- les chefs d'entreprise, les salariés des coopératives agricoles (hors domaine agro-alimentaire) et forestières répondant à la définition communautaire des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME doivent être situées en zone rurale.
- les propriétaires et gestionnaires des forêts, notamment les experts forestiers, les représentants et les ayants droits des propriétaires forestiers dès lors qu'ils contribuent à la gestion forestière
- les élus de communes forestières

Vérification de l'éligibilité du public cible :

Tous les bénéficiaires du FEADER ont la responsabilité de vérifier l'éligibilité du public cible concerné et de tracer sa participation à l'opération par tout moyen qu'ils jugent probant (listes d'émargement complétées et signées par les participants précisant les caractéristiques des actifs qui ont assisté à l'action ; listes de diffusion).

Le bénéficiaire devra par ailleurs fournir les justificatifs nécessaires, lors de tout contrôle sur pièces et sur place, portant sur les publics destinataires des actions.

Lors des demandes de paiement, le service instructeur vérifiera systématiquement qu'aucun coût supplémentaire n'a été engendré par la présence d'un public non éligible. En cas d'anomalie détectée ou d'identification de surcoût occasionné par un public non éligible, il procédera au recalcul de l'aide et, si nécessaire, des pénalités pourront être appliquées conformément au règlement en vigueur. Le montant de la dépense éligible sera reconsidéré

par le service instructeur si l'action a bénéficié à un public non éligible conduisant à un surcoût du projet.

3.4 Dépenses éligibles

- Lorsque le bénéficiaire est un organisme collecteurs agréés par l'Etat pour la collecte et la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA/FAF), les dépenses éligibles sont l'achat de formations à des organismes de formation.
- Lorsque le bénéficiaire est un organisme de formation, les dépenses éligibles sont :
 - les frais de personnel affectés réellement à l'action de formation : salaires et charges liées (patronales et salariales) et le cas échéant les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de ces personnels
 - les frais de prestations extérieures
 - les coûts indirects calculés sur la base de l'application d'un taux forfaitaire de 15 % des frais de personnel (article 68 du règlement UE n° 1303/2013)
 - les frais liés aux supports de communication et de documentation relatifs à la formation
 - les frais de location de locaux et de matériels spécifiques utiles à la formation

Sont inéligibles :

- les dépenses non liées à la réalisation de l'action de formation
- les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement des publics formés, ainsi que les frais de leur remplacement
- les dépenses liées à l'ingénierie de formation des OPCA/FAF (dépenses de rémunération et éventuelles dépenses facturées pour la conception des programmes de formation, leur suivi et leur évaluation).

Le coût des actions de formation éligibles est plafonné à 40 € TTC par heure-stagiaire.

Les bénéficiaires publics et les bénéficiaires privés dont la majorité des ressources proviennent de fonds publics doivent respecter la réglementation relative aux marchés publics. La TVA est éligible si elle a réellement et définitivement été supportée par le bénéficiaire. Le bénéficiaire devra produire au service instructeur une attestation de non-récupération de la taxe ou toute autre pièce fournie par les services compétents.

Justification des dépenses prévisionnelles :

Pour toute dépense, il sera procédé à la vérification du caractère raisonnable du coût présenté, par un système d'évaluation approprié.

4. Recommandations relatives aux actions de formation

La méthode pédagogique doit privilégier l'apport d'expériences concrètes (type formation-action) et le travail en groupes dans une démarche pédagogique inductive. Le formateur recherchera la prise en compte des besoins des stagiaires dans leur contexte professionnel.

Pour cela l'organisme s'assure, au moment de l'inscription de l'adéquation entre la demande et le niveau du stagiaire par rapport aux contenus et objectifs de la formation.

5. Critères et modalités de sélection des dossiers

5.1 Le service instructeur

Le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est le service instructeur des dossiers. Il procède notamment à l'analyse du dossier, son éligibilité et, le cas échéant, demande des informations et/ou des pièces complémentaires aux porteurs de projet. Seuls les dossiers éligibles sont ensuite intégrés dans la procédure de sélection. En cas de dossier inéligible, le porteur de projet se verra notifier le rejet de sa demande et les motifs de ce rejet.

5.2 La procédure de sélection

En conformité avec les règles du FEADER, l'autorité de gestion met en place une procédure de sélection, afin de retenir les dossiers qui répondent le mieux aux attendus de l'appel à projet, dans la mesure de l'enveloppe financière disponible. Trois directions du Conseil régional sont associées à cette sélection : la Direction Europe et Rayonnement International, la Direction des transitions professionnelles et de l'orientation et la Direction de l'Agriculture et de la Forêt.

Chaque demande d'aide complète fait donc l'objet d'une analyse et d'un classement par rapport aux autres dossiers. Les projets seront sélectionnés par application de la grille jointe en annexe 1. Les notes attribuées permettent de classer les dossiers. La grille prévoit une note minimale pour accéder au soutien. Les dossiers avec une note supérieure à ce seuil minimum seront financés dans l'ordre décroissant des notes, dans la limite des enveloppes disponibles.

Pour départager des dossiers ex-aequo, la priorité sera donné aux dossiers ayant obtenu le plus de points dans la rubrique « *Caractère innovant de l'action de formation* » puis, en cas d'égalité de points entre les dossiers dans cette rubrique, dans la rubrique « *Diagnostic filière* » puis, si le nombre de points des dossiers est toujours le même, dans la rubrique « *Prix* ».

Il n'y aura pas de liste d'attente entre deux appels à projets pour les dossiers qui n'auront pas été sélectionnés.

Le classement des dossiers sera validé par un comité de sélection.

5.3 La décision d'attribution

Les dossiers notés et classés sont présentés pour avis en comité régional de programmation pour l'attribution de la part FEADER.

À l'issue de la procédure, le porteur de projet se voit notifier soit l'attribution de l'aide, soit le rejet de sa demande.

6. Taux d'aides publiques (aides nationales et européennes)

Le taux d'aide publique est de 100%, avec un taux de cofinancement FEADER de 53%.

L'autofinancement du porteur (pour les organismes reconnus de droit public) ou une subvention d'un financeur national représentent 47% de l'aide.

Dans le cas de projets hors champ de l'article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l'union Européenne, on pourra se référer au régime cadre exempté de notification n° SA 42062 relatif aux aides au transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur forestier pour la période 2015-2020.

7. Responsabilités des bénéficiaires en termes d'obligation de publicité des financeurs

7.1 Publicité sur la contrepartie nationale

Les logos des financeurs ou la mention de leur financement doit apparaître sur les supports d'information et de communication.

7.2 Publicité sur l'autorité de gestion

Dans les cas où la Région ne cofinance pas l'action, le logo de la Région Bourgogne-Franche-Comté en tant qu'autorité de gestion doit quand même apparaître sur les supports d'information et de communication.

7.3 Publicité sur le FEADER

Pendant la mise en œuvre de l'opération bénéficiant d'un soutien, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER conformément à l'annexe III du Rd(UE) n° 808/2014.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €

- **Pour tous les projets** : apposer pendant la durée de l'opération (jusqu'au paiement final de l'aide) au moins une affiche (dimension minimale: A3) ou une plaque présentant des informations sur le projet, mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union, en un lieu aisément visible par le public.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.

Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Pendant la mise en œuvre de l'opération, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le Feader en donnant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut- être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union. Le site doit également comporter les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion ainsi que un hyperlien pointant vers le site web de la Commission relatif au Feader : http://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020/index_fr.htm et vers le site <https://www.europe-bfc.eu/>.

Les éléments seront présentés en page d'accueil (sans que l'internaute n'ait besoin de faire défiler la page).

Ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- *pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide*
- *pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.*

Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

- **Pour les projets impliquant des investissements matériels (infrastructures, matériel ou construction) :**
 - **Pendant la mise en œuvre de l'opération :** un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)
 - **Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux :** un panneau **permanent** significativement plus grand qu'un A3.
- **Pour les projets n'impliquant pas d'investissements :** une affiche de format A3 (42x29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Sur toute publication (brochures, dépliants, lettres d'information, par exemple) une indication claire, sur la page de titre, de la participation de l'Union, ainsi que l'emblème de l'Union et celle de l'autorité de gestion. Ces dispositions s'appliquent également pour ce qui est des informations publiées par voie électronique (bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- **photographies** de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

8. Constitution du dossier et calendrier de dépôt

Le bénéfice de subventions publiques impose au bénéficiaire le respect d'un certain nombre d'engagements détaillés dans le formulaire de demande ainsi que dans sa notice explicative.

Le formulaire de demande d'aide récapitule également la liste des pièces nécessaires à l'instruction du dossier.

Seuls les dossiers COMPLETS reçus par la région Bourgogne-Franche-Comté avant le 21 octobre 2022 (cachet de la poste faisant foi) pourront être étudiés au titre du présent appel à projets

Pour que le dossier soit considéré comme complet au **21 octobre 2022**, il faut que les rubriques du formulaire soient correctement renseignées et toutes les pièces justificatives soient jointes au formulaire de demande de subvention. Le porteur de projets doit également fournir dans le dossier un document probant attestant de l'obtention d'un cofinancement national.

Les dossiers incomplets à cette date seront rejetés. Ils pourront toutefois être redéposés lors d'un appel à projets ultérieur.

Le dossier de demande d'aide est à déposer en 1 exemplaire à l'adresse suivante :

**Madame la Présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Direction Europe et Rayonnement International – site de Dijon
17, boulevard de la Trémouille
CS 23502
21 035 DIJON CEDEX**

9. Date d'éligibilité des dépenses

L'opération ne doit avoir reçu aucun commencement d'exécution avant la date de réception de la demande par le service instructeur qui sera indiquée dans le courrier d'accusé de réception. Tout commencement d'exécution (devis accepté, versement d'un premier acompte, début physique, etc.) avant cette date rend l'ensemble de l'opération inéligible. Les dépenses devront être acquittées pour la date limite qui sera mentionnée dans la décision attributive de l'aide.

10. Rappel des principaux engagements

Pour bénéficier d'une subvention du FEADER, le porteur de projet doit s'engager à :

- Réaliser l'action de formation pour laquelle l'aide est sollicitée ;

- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, des engagements, du plan de financement ou du projet ;
- Permettre / faciliter l'accès à sa structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatifs au projet ;
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » du formulaire de demande de subvention ;
- Communiquer au service instructeur le cas échéant le montant réel des recettes perçues ;
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation,
- Respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques ;
- Détenir, conserver et fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération (factures, relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableaux de suivi et d'enregistrement du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité, tout autre document attestant de l'éligibilité du destinataire de l'action) pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatifs au projet ;
- Vérifier que les destinataires de l'action de formation constituent bien un public éligible. En effet, il appartient au bénéficiaire de s'assurer de l'éligibilité des participants aux actions qu'il met en œuvre. Le bénéficiaire de l'aide conserve la preuve, sous toute forme probante de cette éligibilité et de la participation du public cible à l'action (listes d'émargement, listes de diffusion, convocations). Le bénéficiaire devra fournir les justificatifs nécessaires, lors de tout contrôle sur pièces et sur place, portant sur les publics destinataires des actions ;
- Faire la publicité sur la participation du FEADER dans le financement du projet telle que prévue dans le règlement d'exécution (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) - informations disponibles sur le site <https://www.europe-bfc.eu/>.

11. Formulaires à compléter, pièces à fournir

La liste des pièces à fournir au service instructeur figure dans le formulaire de demande. Le porteur doit veiller à fournir toutes les pièces correspondant à sa situation. Le formulaire de demande de subvention, ainsi que la notice d'information à l'attention des bénéficiaires potentiels d'une subvention, sont téléchargeables sur le site Europe en Bourgogne-Franche-Comté.

Pour plusieurs justificatifs, dès lors que le porteur a déjà transmis ces documents à l'administration et l'a autorisée à les communiquer à d'autres structures, il n'a pas à les fournir à nouveau (notamment RIB et K-bis).

12. Suite de la procédure

Le service instructeur enverra un accusé de réception au porteur.

Par la suite, il recevra éventuellement un courrier lui demandant des pièces justificatives manquantes, ou complémentaires si nécessaire.

Après analyse de sa demande, il recevra soit une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention, soit une lettre lui indiquant que sa demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Pour obtenir le paiement de la subvention il devra adresser au service instructeur dans des délais respectant les délais inscrits dans la décision attributive, les documents suivants :

- Le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive ; accompagné des indicateurs de réalisation, feuilles de présence et liste de diffusion,

- Les factures acquittées ou complétées par les pièces permettant de vérifier le paiement effectif aux créanciers ou encore par des pièces comptables de valeur probante équivalente, notamment les récapitulatifs des dépenses relatives à l'action financée, certifiés par votre commissaire aux comptes ou votre agent comptable, relevés de compte bancaire, fiches de paie...,

- Toutes les pièces justificatives relatives aux recettes générées par le projet,
- Un compte-rendu d'exécution de l'action
- Tout document attestant du respect de la publicité du soutien du FEADER et le cas échéant des cofinanceurs nationaux explicitant une attente formelle en matière de publicité.

- Le cas échéant, l'attestation de versement des fonds par les autres financeurs, la subvention du FEADER ne pouvant être versée qu'après le paiement effectif des subventions des autres financeurs publics.

Toutes ces informations seront communiquées et précisées au bénéficiaire au moment de l'attribution de l'aide.

Votre attention est attirée sur le fait que la réalisation du projet devra tenir compte des contraintes liées à la fin de gestion de la programmation 2014-2020 : la date limite pour l'acquittement des dépenses est fixée au 31 mars 2024 et la dernière demande de paiement devra être déposée au plus tard le 30 juin 2024.

13. Les contrôles

Le dossier fait l'objet de vérification à différentes étapes :

- Au moment de la demande d'aide : il sera vérifié l'éligibilité du dossier, au regard des caractéristiques de l'appel à projet, et l'exactitude des informations fournies dans le formulaire

- Lors des différentes demandes d'acompte et au versement du solde : il sera vérifié la conformité de la réalisation par rapport aux prévisions et la cohérence des différentes pièces présentées

- Lors de ces demandes de paiement, le dossier peut faire l'objet d'un **contrôle sur place**. Le contrôle porte **sur tous les renseignements fournis et sur les engagements**. Le contrôleur doit vérifier les éléments, notamment les informations comptables relatives aux dépenses et aux recettes, indiquées dans le formulaire de demande de paiement et vérifier que les engagements souscrits mentionnés dans la décision attributive ont été respectés. En cas d'anomalie constatée, le service instructeur en informe le porteur et le met en mesure de présenter vos observations.

Pièces pouvant être demandées lors d'un contrôle :

A titre d'exemple et sans que cette liste revête un caractère exhaustif, lors des contrôles administratifs approfondis, les pièces suivantes peuvent être demandées :

- Toutes les factures mentionnées sur les récapitulatifs ;
- Pièces relatives aux relations contractuelles avec les organismes de formation ;
- Relevés de compte bancaire ;
- Tout document permettant de reconstituer le temps de travail consacré à l'action ;
- Le cas échéant, les documents relatifs aux procédures suivies et aux contrôles effectués lors de la réalisation de l'action ;
- Les modalités de publicité sur l'intervention du FEADER ;
- Les justificatifs permettant de vérifier l'effectivité de vos engagements et de vos attestations sur l'honneur ;
- Tout document ou procédure utilisés ayant permis de vérifier que les participants ou destinataires de l'action étaient des actifs relevant des secteurs agricoles et de la filière forêt-bois.

14. Les sanctions

Une attention particulière doit être apportée à la qualité des informations fournies dans les demandes d'aide et les demandes de paiement. Toutefois, si après le dépôt de la demande le porteur constate une erreur, il convient d'alerter le service instructeur afin de procéder à une adaptation de la demande.

En effet, sauf à ce que le porteur apporte la preuve de sa bonne foi, les déclarations erronées seront qualifiées de fausse déclaration et passibles du dispositif de réduction et de sanction prévu par la réglementation européenne et rappelé ci-dessous. Cette réglementation pourra, en tant que de besoin, être complétée par un dispositif de sanction national

Si lors de la demande de paiement, des montants inéligibles sont inclus, l'aide versée sera calculée sur la base des montants éligibles et il lui sera appliqué une réduction égale au montant de l'écart avec l'aide calculée sur la base de la demande.

Si l'erreur de déclaration résulte d'une intention délibérée de la part du porteur, l'opération sera exclue du soutien du FEADER et tout montant déjà versé pour cette opération sera recouvré ; en outre le porteur sera exclu du bénéfice de l'aide au titre de la mesure 1.1 pendant l'année FEADER concernée et pendant la suivante.

En cas de cessation d'activité au cours de la réalisation du projet subventionné, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités.

15. Modification du projet

Vous ne pouvez pas modifier votre projet sans avoir, préalablement à la réalisation de cette modification, informé le service instructeur. Dans le cas contraire vous vous exposez à un refus de paiement pour non-conformité de la réalisation au projet initial. Les modifications apportées au projet peuvent donner lieu à une modification de la décision attributive initiale si elles sont acceptées par le service instructeur.

16. Contacts : Pour toute demande s'adresser à :

**Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
Direction Europe et Rayonnement International – site de Dijon
17, boulevard de la Trémouille
BP 23 502
21 035 DIJON CEDEX
Tél : 03.80.44.33.00**

17. Documents annexes:

- Annexe 1 présentant la grille de sélection :

	Points
Contenu de l'action de formation	
Le contenu répond clairement aux attentes d'une ou plusieurs sous-thématiques de l'AAP	4
Le contenu répond partiellement aux attentes d'une ou plusieurs sous-thématiques de l'AAP	2
Diagnostic filière	
Le diagnostic sur lequel l'action se fonde est complet et anticipe les impacts potentiels	4
Le diagnostic sur lequel l'action se fonde est partiel	2
Il n'y a pas de diagnostic sur lequel l'action se fonde	0
Impact sur le public cible	
L'impact sur le public visé est clairement explicité	2
L'impact sur le public visé n'est pas clairement explicité	0
Caractère innovant de l'action de formation	
L'action proposée est nouvelle sur le territoire régional	6
L'action proposée améliore une action existante sur le territoire régional	4
L'action proposée existe déjà sur le territoire régional	2
(Prix de l'action la moins coûteuse reçue sur la thématique*6) /prix proposé pour	6 maxi

l'action notée	
-----------------------	--

Note maximale possible : 22

Note minimale requise pour accéder au soutien : 11